

La renaissance de la Tchécoslovaquie

Pierre George

Citer ce document / Cite this document :

George Pierre. La renaissance de la Tchécoslovaquie. In: Annales de Géographie, t. 56, n°302, 1947. pp. 94-103;

doi : <https://doi.org/10.3406/geo.1947.12355>

https://www.persee.fr/doc/geo_0003-4010_1947_num_56_302_12355

Fichier pdf généré le 07/01/2019

LA RENAISSANCE DE LA TCHÉCOSLOVAQUIE

(PL. V-VI.)

Après sept ans d'occupation allemande, de souffrances morales et de ruines matérielles, la Tchécoslovaquie a été restaurée dans ses frontières de 1938, à l'exception de l'Ukraine subcarpatique, rétrocédée à la République soviétique socialiste d'Ukraine¹. Elle couvre 127 891 km² et sa population était estimée, au 1^{er} janvier 1946, à 13 835 671 hab.

Tirant les enseignements des expériences faites entre les deux guerres, la Tchécoslovaquie oriente ses destinées vers une nouvelle politique économique, nationale et sociale, au seuil de laquelle elle doit résoudre trois problèmes majeurs :

- 1^o la remise en place de la population ;
- 2^o la réforme agraire ;
- 3^o la réorganisation de l'économie industrielle.

Les qualités naturelles des peuples tchèque et slovaque, l'enthousiasme de la Libération et de la renaissance de l'État national, la confiance dans les perspectives ouvertes par la nouvelle orientation économique et sociale créent un ensemble de conditions favorables au succès d'une expérience originale et ont permis d'ores et déjà de surmonter les difficultés liminaires.

I. — LA COLONISATION INTÉRIEURE

L'épilogue de la première République tchécoslovaque ayant montré le danger que présente pour l'intégrité et la viabilité de l'État tchécoslovaque la présence d'une minorité nationale allemande de l'ordre de 3 millions d'individus, le transfert des Allemands hors du territoire a été décidé d'un commun accord par le gouvernement tchécoslovaque et les Alliés. Ce transfert est aujourd'hui achevé. Il se solde par le départ de 2 674 000 individus sur les 2 800 000 environ demeurés sur le territoire tchécoslovaque après la débâcle allemande². Le transfert des Allemands de Prague — il en restait 11 000 en 1945 — et des îlots urbains en général est passé inaperçu. Il n'en est pas de même de celui des habitants des « régions-frontière », le « pays sudète » de la propagande allemande de la période 1933-1938. Bien qu'il n'ait jamais existé de « région » allemande en Bohême, en ce sens que la zone de peuplement allemand ne constituait pas une unité géographique, ni au point de vue de la géographie physique, ni à celui de la géographie régionale, la guirlande de districts à prépondérance allemande qui se poursuit

1. Traité du 29 juin 1945 avec l'U. R. S. S. et loi constitutionnelle du 22 novembre 1945.

2. Ont été admis à rester sur le territoire de la République les membres de familles mixtes, les antifascistes actifs, des mineurs et des techniciens industriels. La plupart des antifascistes sont partis volontairement pour l'Allemagne, avec libre disposition de tous leurs biens. Il ne reste donc guère que les Allemands liés à des familles tchèques et quelques dizaines de milliers de mineurs et techniciens.

tout le long des montagnes périphériques de la Bohême, depuis la région de Krumlov au Sud-Ouest, jusqu'à celle de Fryvaldov et d'Opava à l'Est, constitue, du fait des transferts, une zone en pleine transformation actuellement. En 1930, 3 millions d'Allemands y avaient été recensés, tant sur le territoire de la Bohême que sur celui de la Moravie-Silésie, sur un total d'un peu plus de 3 250 000. Presque partout, les Allemands y représentaient plus de 50 p. 100 de la population, à l'exception de quelques îlots demeurés purement tchèques. Dans certains districts, spécialement dans le Nord-Ouest (Cheb, Karlovy-Vary), dans la région d'Usti nad Labem, à Liberec et dans les Sudètes au sens géographique et strict du terme, la proportion s'élevait au-dessus de 80 et de 90 p. 100. Dans ces districts, l'élément allemand était naturellement représenté dans toutes les formes d'activité professionnelle. Mais, d'une manière générale, la proportion des travailleurs industriels était plus élevée chez les Allemands que chez les Tchèques.

Le départ des Allemands affaiblit donc plus l'économie industrielle que l'économie agricole, d'autant plus que les régions intéressées souffraient d'une surpopulation rurale qui avait favorisé le développement industriel en assurant le recrutement sur place d'une main-d'œuvre peu exigeante. Avant la guerre, un peu plus du quart des Allemands vivaient de l'exploitation agricole et plus de 40 p. 100 du travail industriel. Compte tenu des pertes sévères subies par les Allemands du fait de la guerre et des exils volontaires au moment de la défaite, le nombre des personnes *actives* de nationalité allemande soumises au transfert a été évalué en 1945, par le Président Benès, à 800 000, dont environ 225 000 agriculteurs et 350 000 travailleurs industriels. Il restait en 1939, dans les territoires annexés au Reich¹, un peu plus de 400 000 Tchèques (avant Munich, 700 000), sur lesquels 120 000 étaient effectivement employés dans l'industrie au moment de la Libération. Or, le chiffre de 470 000 travailleurs industriels, ouvriers et techniciens, obtenu en additionnant le nombre des Allemands et celui des Tchèques, est déjà notablement inférieur à celui de la main-d'œuvre employée dans les usines des territoires occupés en vertu du *diktat* de Munich, avant le démembrement de l'État tchécoslovaque : 731 000, dont 215 000 dans les industries métallurgiques et électriques, 200 000 dans l'industrie textile, 60 000 dans les confections et la fabrication des chaussures, 26 000 dans la fabrication des cristaux, etc. Il y avait donc une sérieuse hémorragie de main-d'œuvre, déjà avant les transferts. Le départ des Allemands réduisait la main-d'œuvre industrielle à moins du cinquième des effectifs de 1938.

L'importance relative de ce sacrifice, dont le Président Benès a dit : « Notre puissance économique en sera affaiblie et l'État s'en trouvera appauvri », apparaît à l'examen de la part qu'occupaient les régions perdues en 1938 dans l'activité industrielle de la Tchécoslovaquie².

1. Ces chiffres sont supérieurs à ceux qui concernent les régions proprement allemandes, le territoire annexé ayant largement mordu sur des régions tchèques.

2. Ces chiffres sont supérieurs à ceux qui correspondent exactement à l'activité des régions-frontière au sens actuel du terme, en raison des débordements des frontières de Munich au delà des districts majoritaires allemands et de la perte simultanée de la Silésie de Czeschin.

ACTIVITÉS INDUSTRIELLES	VALEUR DE LA PRODUCTION (en p. 100 de la production nationale.)	EFFECTIFS EMPLOYÉS	
		(en milliers)	(p. 100 de la main-d'œuvre nationale)
Industries métallurgiques	30,3	215	29,6
— textiles	60,6	199	60,6
Confections, chaussures ..	19,7	58	28,3
Verre et cristaux.....	75,5	26	64,2
Industries chimiques.....	38,5	40	40
Pierre et céramique	44,6	61	41,4
Papier	50	28	50
Livre	21,8	23	25,3
Bois	29,6	49	30,8
etc.			

Il ressort de ce tableau que le sort du quart de la métallurgie tchécoslovaque, de près des deux tiers de l'industrie textile, de la moitié ou des deux tiers des industries d'exportation du verre et de la porcelaine, se trouve lié au repeuplement d'un ensemble de districts qui sont en même temps gros producteurs d'énergie,

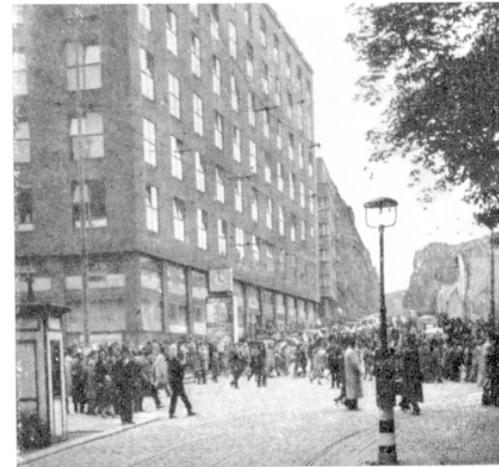
On estime généralement qu'un peuplement suffisant et rationnel des régions-frontière, dont la densité de population était très élevée avant 1938, serait assuré par l'installation de 2 millions de personnes, soit un déficit de l'ordre du demi-million par rapport aux Allemands transférés et de l'ordre de 800 000 par rapport aux chiffres de 1938. Ce nombre assurerait également une couverture suffisante de la frontière, en portant l'effectif des Tchèques à 2 400 000.

Le moment le plus favorable à la colonisation intérieure était, par définition, l'époque de la remise en place de tous les Tchèques errant à travers l'Europe du fait des vicissitudes de leur nation, combattants du front de l'Ouest et du front de l'Est, déportés du travail, prisonniers politiques, partisans, etc. D'autre part, l'arrêt de l'économie au moment de la Libération, la mise en chômage des travailleurs des industries de guerre pléthoriques libéraient une main-d'œuvre que l'appât de bons logements et de salaires avantageux pouvait attirer vers les régions à repeupler. La vague décisive de la colonisation a eu lieu avant même que les transferts d'Allemands soient effectués. En février 1946, on recensait, dans les régions-frontière, 1 700 000 Tchèques, soit 1 300 000 colons. Comme, à cette époque, il restait 2 millions d'Allemands à transférer, la population dépassait celle de 1937 de 40 000 individus. Depuis, les transferts ont été achevés et le déficit de la population par rapport à 1937 reste élevé. La colonisation, après le *rush* qui a porté dans ces régions un douzième de la population tchécoslovaque, plus exactement un huitième de la population tchèque, car les Slovaques ne représentent qu'un faible pourcentage des colons, s'est ralentie. Les retours de Tchèques émigrés à l'étranger entre les deux guerres mondiales ne portent que sur des chiffres minimes¹. Le plein emploi dans toutes les

1. Les plus gros effectifs d'émigrés tchèques et slovaques sont, en Europe, outre les



A. -- LA GARE DE MORAVSKA OSTRAVA.



B. -- LE PALAIS DE LA FOIRE DE PRAGUE.



C. — PANORAMA DE LA BANLIEUE INDUSTRIELLE DE PRAGUE. LA VALLÉE DE VYSOČANY (USINES ÇESKO MORAVSKA, PRAGUE).



A. — PETIT VILLAGE DANS LA VALLÉE DE LA BEROUNKA.



B. — MAISONS RURALES, ENVIRONS DE KOŠICE.

entreprises tchèques et slovaques stabilise la population en ses lieux de résidence présents. Cependant, en avril 1947, on annonçait à Prague que le chiffre de près de 2 millions et demi était atteint et que la densité de population s'élevait à 230-250 habitants au kilomètre carré dans les districts d'Usti, de Most et de Liberec, à 170 dans celui de Karlovy-Vary, à 150 dans celui d'Ach, à 115 dans celui de Chomutov. Elle est inférieure à 100 dans les districts de Tscheska Lipa (78) et de Cheb (75).

La rationalisation de l'exploitation des ressources locales et la réorganisation de l'économie, impliquant un sérieux allègement de la densité rurale, un regroupement d'industries, des transferts de matériel vers des régions riches en main-d'œuvre inemployée, permettent de supporter économiquement sans inconvénient la réduction générale de 800 000 à 1 million d'habitants.

La solution des problèmes économiques des régions-frontière est étroitement liée à l'application de la réforme agraire et à la réorganisation de l'économie industrielle¹.

II. — LA RÉFORME AGRAIRE

Une première réforme agraire a suivi la fondation de l'État tchécoslovaque en novembre-décembre 1918. Elle avait pour objet de faire disparaître les énormes *latifundia* des grandes familles princières autrichiennes (quatre familles possédaient 11 p. 100 du sol de la Bohême, les seuls Schwartzenberg 177 000 ha.), et de ne pas laisser subsister de domaines de plus de 150 ha. Elle a porté sur un peu plus d'un million d'hectares de terres labourables et 2 770 000 ha. de terres non cultivées. Assez timide, elle a laissé 370 000 ha. aux grands propriétaires et distribué seulement 814 000 ha. en lots minuscules, en moyenne 1 ha., surtout à de petits propriétaires, qui ont ainsi élargi la base de leur exploitation : 631 802 tenanciers ont reçu 639 540 ha. ; seules, 2 281 exploitations ont reçu de grosses attributions représentant au total 193 885 ha. Cette réforme n'a pas supprimé le paupérisme agricole, au point que la plupart des acquéreurs de terre n'ont même pas pu s'acquitter de la dette contractée envers l'État. Certains gros propriétaires ont reçu

300 000 Slovaques de Hongrie, ceux des Tchèques et Slovaques de Yougoslavie (140 000), d'Autriche (80 000), de Volhynie en U. R. S. S. (50 000), de Roumanie (42 000). Il y a peu de chances pour que les retours des États-Unis, où vivent 1 300 000 nationaux, dont un peu plus de 300 000 non naturalisés, et du Canada (40 000) soient très nombreux. Les évaluations les plus optimistes envisagent un total de 200 000 à 300 000 retours sur environ 1 million de Tchèques et Slovaques résidant à l'étranger sans être naturalisés.

1. Au point de vue humain, les régions-frontière présentent aujourd'hui le caractère de tous les fronts pionniers. Des éléments d'origine sociale, professionnelle et régionale très variée y cohabitent et doivent mettre au point l'organisation de la vie collective locale. Il est probable qu'il en résultera un tempérament original où se mêleront l'esprit d'aventure et l'esprit d'initiative de colons ayant rompu depuis plus ou moins longtemps avec leur passé pour venir s'établir dans un village ou dans une ville inconnue, dans une maison allemande avec du mobilier et du matériel allemands, après avoir combattu dans les forêts de Bohême ou sur le front russe ou dans les escadrilles de la *Royal Air Force*, après avoir connu les camps de déportation du III^e Reich, ou avoir vécu, plus pacifiquement, dans un quelconque pays étranger.

par faveur des allocations importantes. En fait, nombreux demeurèrent les domaines de plus de 150 ha., surtout en Slovaquie. La répartition des terres resta très inégale :

Dimensions des exploitations agricoles en 1927.

PAYS	NOMBRE TOTAL D'EXPLOI- TATIONS (en milliers)	MOINS DE 1 HA.		DE 1 A 10 HA.		DE 10 A 30 HA.		PLUS DE 30 HA.	
		nombre	p. 100 de la sup. cult.	nombre	p. 100 de la sup. cult.	nombre	p. 100 de la sup. cult.	nombre	p. 100 de la sup. cult.
Bohême.....	600	175	1,8	325	34	84	38	16	26,2
Moravie-Silésie	379	134	2,9	200	41	40,5	36,1	5,6	20
Slovaquie.....	386	91,5	1,7	254	42,5	32,6	21,4	8,1	34

On admet généralement que la situation d'une exploitation en Bohême-Moravie-Silésie est saine et permet au tenancier une vie décente, si elle comporte une dizaine d'hectares. Par conséquent, à la veille de la deuxième guerre mondiale, l'énorme majorité des exploitations était au-dessous de l'optimum, en Slovaquie au-dessous du minimum (89 p. 100 des exploitations y ont moins de 10 ha. d'une terre beaucoup moins féconde que celle des pays tchèques). Les propriétés de plus de 30 ha. occupaient en Bohême-Moravie-Silésie plus du quart de la superficie, en Slovaquie plus du tiers. Or, la grande propriété appartenait en majeure partie à une aristocratie foncière allemande ou hongroise et à une aristocratie terrienne tchèque qui s'est très souvent compromise avec l'ennemi. Le décret du 23 juillet 1945, en confisquant toutes les terres des Allemands et des Hongrois¹ et des « ennemis de la République ayant manifesté leur hostilité à la République pendant la crise et la guerre au cours des années 1938-1945 », met à la disposition des petits propriétaires 3 millions d'hectares, dont un peu plus de la moitié de terres labourables.

Ces terres sont attribuées suivant deux procédures différentes, selon qu'il s'agit des régions-frontière à recoloniser à peu près intégralement ou des régions tchèque et slovaque.

Dans le premier cas, les terres sont octroyées aux postulants par l'Office de recolonisation, suivant les prévisions du décret du 23 juillet 1945 ; à raison de 8 ha. de terre arable par famille ou de 12 ha. de terre agricole, suivant la qualité de la terre. Dans la mesure du possible, on a cédé la terre aux arrivants avec les installations et le cheptel mort et vif. Les petites propriétés ont été regroupées pour former des lots viables. Certaines grandes

1. En fait, en Slovaquie, en dehors des cas de collaboration flagrante, on laisse leurs terres aux Hongrois jusqu'à concurrence de 50 ha.

fermes, disposant de bâtiments et d'aménagements inutilisables pour l'exploitation familiale, ont été réservées pour devenir des fermes-écoles, des stations d'expérience ou des fermes coopératives. *Cent vingt-sept mille exploitations couvrant 1 300 000 ha. ont été remises à des colons entre juillet 1945 et juillet 1946.* Les colons sont pour 60 p. 100 d'anciens ouvriers agricoles et pour 40 p. 100 de petits fermiers. Les terres pauvres des montagnes ont été retirées à l'usage agricole et confiées à 52 grandes coopératives pastorales disposant de 150 000 ha. Les établissements de recherches agricoles ont reçu 10 000 ha. ; 100 000 ha. demeurent en réserve.

Les terres confisquées dans les régions de peuplement rural mixte ont été attribuées, soit à des paysans sans terre dans les mêmes conditions que précédemment, soit à de petits cultivateurs « pour compléter la terre qu'ils possèdent jusqu'à 8 ha. de terre arable et 13 ha. de terre agricole » ou « à des familles de fermiers comportant plusieurs membres, pour compléter la terre qu'ils possèdent jusqu'à 10 ha. de terre arable ou 13 ha. de terre agricole au plus » (art. 7 du décret, § b et c), à des institutions d'ordre social et, dans les environs des villes, à des ouvriers et employés pour bâtir ou pour aménager des jardins familiaux.

Ces cessions sont faites moyennant l'obligation de verser à l'État l'équivalent d'une à deux années de revenu de la terre, d'un à trois ans de loyer des bâtiments et des indemnités forfaitaires pour le matériel et le cheptel. La répartition de la terre, la fixation des redevances et des délais de paiement (3 à 15 ans) sont du ressort de la commission locale élue par les habitants du village, sous le contrôle des comités nationaux de district et de province qui sont également des assemblées élues. Les décisions sont ratifiées par le Ministère de l'Agriculture après examen des projets par les techniciens.

Il est encore trop tôt pour dresser un bilan numérique de la nouvelle structure agraire. La réforme est en effet à peu près achevée en Bohême, mais elle est seulement en cours en Slovaquie, où elle porte sur environ 1 200 000 ha. D'une manière générale, les dimensions de la propriété rurale se trouvent homogénéisées, la condition du paysan sensiblement améliorée. L'introduction du machinisme léger par l'intermédiaire des coopératives contribue à son tour à l'élévation du niveau de vie à la campagne par la disparition des labeurs ingrats et l'accroissement du rendement de l'effort humain.

Actuellement, les conséquences de la guerre, la fatigue des terres cultivées pendant plusieurs années sans engrais, la pénurie de chevaux et de matériel ont déterminé un fléchissement des récoltes. Toutefois, le plan d'ensemencement de céréales pour 1946-1947 (2 838 067 ha.) doit assurer une récolte de l'ordre de 45 millions de quintaux de grains, contre 57 millions pour la moyenne 1928-1932, et le gouvernement pense avoir restauré complètement la production agricole en 1948. La production sucrière a déjà rattrapé le niveau d'avant-guerre, et la conversion des terres pauvres en pâturages coopératifs s'accompagnera à brève échéance d'un accroissement de la production laitière et fromagère.

III. — LA RÉORGANISATION DE L'ÉCONOMIE INDUSTRIELLE

La production industrielle — qui fait vivre la moitié de la population active — a subi un choc du fait de la guerre. Toutes les industries de luxe, travaillant autrefois pour l'exportation et assurant le financement des nécessaires importations de matières premières (fer, métaux non ferreux, laine coton, etc.) et d'outillage non fabriqué dans le pays ont été sacrifiées au profit des industries de guerre. La résistance passive à l'occupant a fait descendre très bas le rendement du travail. L'outillage est souvent hors d'usage ou périmé, les grandes usines ont été bombardées par les Américains à la veille de la Libération (*Skoda* à Plzen, *Praga* à Prague, etc.). Un très gros effort de reconstruction et de réorganisation est nécessaire. Il doit être mené dans un temps très court, car l'industrie tchécoslovaque repose sur l'échange de produits fabriqués contre les matières premières indispensables ; elle doit donc produire à des prix internationaux. L'aide de l'U. N. R. R. A. et de l'Union soviétique (cette dernière fournit actuellement tout le coton filé et tissé dans les usines de Bôhême et de Moravie) ne saurait dispenser la Tchécoslovaquie de l'effort indispensable à son reclassement sur le marché international.

Cet effort se situe dans le cadre d'une économie mixte où le *secteur nationalisé*¹, mines, crédit, assurances, grandes entreprises et toutes les entreprises ayant appartenu à des Allemands ou à des industriels ayant volontairement travaillé pour l'ennemi, représente environ 60 p. 100 du potentiel de production, et le *secteur privé*, composé de petites entreprises, 40 p. 100. Le gouvernement a fixé un but : la restauration de l'économie nationale à son niveau d'avant-guerre, dans des conditions de production permettant d'affronter la concurrence internationale en deux ans. Il lui a paru indispensable, pour réaliser ce programme, d'assumer la responsabilité de la direction de l'économie nationale au cours de cette période. Ainsi est né le *Plan de deux ans*. Le gouvernement assure la répartition des crédits d'investissement des matières premières, de l'outillage et des effectifs disponibles de travailleurs entre les différentes branches de production et entre les entreprises, de manière que soient réalisées les conditions fondamentales du redressement économique, telles qu'elles sont définies par la comparaison des exigences de l'économie et de l'état actuel de la productivité. Cet effort a, outre un sens économique, un sens social, et, dès cette période de réadaptation, le Plan doit apporter une amélioration sensible aux conditions d'existence.

La portée de l'effort demandé se dégage de la comparaison des chiffres

1. Décrets du 24 octobre 1945. L'industrie tchécoslovaque était déjà très concentrée avant la guerre. La *Jinobanka* contrôlait la majeure partie des grandes entreprises industrielles. Toute l'économie était subordonnée à neuf grandes banques et compagnies profondément gangrenées par le capital et les agents allemands. Concentration et corruption par l'ennemi avaient ainsi frayé largement la voie aux nationalisations et aux regroupements d'entreprises.

Pour chaque branche d'industrie, il a été fixé un chiffre d'ouvriers employés par entreprise au-dessus duquel l'entreprise tombe automatiquement dans le secteur nationalisé.

de production de 1937 et 1946 et des prévisions pour 1948, qu'indique le tableau suivant :

INDUSTRIES	1937	1946	PRÉVISIONS 1948
Houille (milliers de t.).....	16 300	14 200	16 700
Lignite —	17 900	19 300	23 900
Fonte —	1 400	1 000	1 400
Acier —	2 300	1 600	2 200
Électricité (millions de kwh.)	4 080	5 500	7 400
Wagons (milliers)	1,3	6	15
Locomotives (unités)	60	145	290
Tracteurs —	600	1 400	9 000
Camions —	3 360	2 400	10 560
Essence synthétique (milliers de t.)	néant	140	240

Un effort de même ordre porte sur les industries du bâtiment et sur la reconstruction des bâtiments industriels, des gares et des immeubles de logement (120 000 logements doivent être construits en deux ans).

Le succès du Plan est subordonné à la réalisation de quatre conditions fondamentales : la restauration des bases énergétiques, celle du réseau de transports, le rétablissement du rendement du travail aux normes d'avant-guerre, puis son amélioration au delà, la rationalisation de l'équipement technique des usines et le recrutement de la main-d'œuvre nécessaire.

1^o La première « bataille » économique engagée avant même la mise en route du Plan a été celle de l'énergie. La production mensuelle de houille, tombée à 254 000 t. en mai 1945, a dépassé le million à la fin de la même année et, malgré le départ des mineurs allemands, a pu être portée à 1 227 000 t. en août 1946 (82 p. 100 du chiffre de 1937). Celle du lignite passait aux mêmes dates de 479 000 t. à 1 300 000 (113 p. 100 du chiffre de 1937). La grande nouveauté, par rapport à 1937, est la possession de la grande usine de transformation du lignite en essence synthétique, construite par les Allemands et rétrocédée par l'Armée rouge, qui l'avait conquise, à la République tchécoslovaque (Usine Staline ; production actuelle : 110 000 à 130 000 t. ; prévisions 1948 : 180 000 à 200 000 t.). Cette usine fournit aussi du gaz, dirigé sur Prague par pipe-line. Le nombre des thermocentrales travaillant au lignite a aussi considérablement augmenté. La restauration du réseau ferré (reconstruction des ouvrages d'art et reconstitution du parc de matériel roulant éprouvé à la fois par la guerre et par les pertes de wagons en 1945) implique une sérieuse hypertrophie des industries de matériel de chemin de fer par rapport à la situation d'avant-guerre et une utilisation très tendue du matériel actuellement en service.

2^o A côté des problèmes matériels, les problèmes humains, problèmes moraux et problèmes d'organisation, ont une importance capitale. Une première campagne a eu pour objet l'accroissement du rendement du travail (émulation, appel à des brigades de volontaires pour les travaux durs, mines par exemple, renoncement aux congés annuels, au repos hebdomadaire,

prise de conscience par le personnel des entreprises nationalisées de l'intérêt que présente pour lui l'accroissement de la production, introduction du salaire aux pièces et des primes de rendement, etc.). Dans les mines, le rendement moyen par mineur est passé, de juin 1945 à mars 1946, de 0 t. 5 à 0 t. 9 pour le charbon et de 1 t. 5 à près de 2 t. pour le lignite. D'une manière générale, le rendement moyen a pu être relevé, malgré le mauvais état de l'outillage, à 60 p. 100 du rendement d'avant-guerre en moins d'un an. On pense, dans les conditions de travail actuelles, parvenir au taux de 75 p. 100. Mais il faut à la fois accroître les disponibilités en matériel et en main-d'œuvre. A ce dernier effet, on s'efforce d'alléger les effectifs des services administratifs, des emplois de bureau, et de faire entrer davantage de femmes dans la production (propagande et organisation sociale du travail des femmes).

3^o Le principal problème d'organisation est celui de la remise en marche des diverses branches industrielles en fonction des disponibilités en main-d'œuvre et des exigences économiques et techniques actuelles.

Les données sont les suivantes : a) en 1945, les industries de guerre étaient hypertrophiées ; les constructions aéronautiques, par exemple, employaient 140 000 ouvriers, contre 5 000 en 1937 ; en revanche, les industries d'équipement, d'une manière générale toutes les productions destinées à des besoins civils sont en sommeil (3 000 entreprises fermées) ; b) beaucoup d'usines, déjà de type ancien en 1938, sont inutilisables ou mal situées par rapport aux axes de transport modernes, et la main-d'œuvre est quantitativement et qualitativement inférieure aux besoins dans les régions-frontières.

Les méthodes appliquées peuvent être présentées de la manière suivante : les entreprises nationalisées, d'une branche de production déterminée, sont groupées régionalement sous une administration unique, qui présente à l'administration nationale correspondante et au ministère intéressé son plan de réorganisation comportant suppression d'établissements, concentration d'outillage et de main-d'œuvre, investissements et achat de matériel, attribution de certains établissements déclassés ou spécialisés à des collectivités, villes, coopératives, œuvres sociales, pour la satisfaction de besoins locaux, etc.

Sur le plan national, on s'efforce, à l'occasion de cette réorganisation, de modifier les conditions géographiques de l'industrie, dans un double sens : décongestionnement industriel des régions-frontière et industrialisation des régions d'économie rurale pauvres (Bohême du Sud, hauteurs de Moravie méridionale, Beskides) et surtout de la Slovaquie.

En même temps, des études techniques, appuyées sur des enquêtes à l'étranger (États-Unis, U. R. S. S. en particulier), ont pour objet le remplacement, partout où cela est possible, du travail humain par un travail mécanisé.

Il est légitime de se demander si l'industrie tchécoslovaque restaurée ressemblera terme pour terme à l'industrie d'avant-guerre. La question est étroitement liée à celle de la destination des produits fabriqués, donc à l'orientation du commerce extérieur. Elle dépend aussi de la manière dont sera organisé le commerce international dans le proche avenir.

En 1934, les deux tiers des exportations étaient destinées aux pays de l'Europe occidentale et aux États-Unis ; elles comportaient pour 50 p. 100, en valeur, des produits d'industries légères et d'industries de luxe ou de haute spécialisation. Les pays slaves et l'Europe danubienne en général n'intervenaient pas pour 10 p. 100 dans ce commerce et les produits métallurgiques n'entraient que pour 15 p. 100 en valeur dans les exportations.

Aujourd'hui, les besoins nationaux immédiats font concentrer l'effort productif sur les industries d'équipement et de biens d'usage populaires (étoffes, vêtements usuels, bottes, etc.). L'excédent exportable trouve acquéreur dans les pays qui ont les mêmes besoins : U. R. S. S., pays danubiens. On enregistre donc un accroissement des exportations à destination de l'Est et du Sud-Est, surtout dans la mesure où il est possible de recevoir de la part des pays acquéreurs des matières premières telles que coton, métaux, cuirs, ou des produits alimentaires complémentaires. Pour les sept premiers mois de 1946, le tiers des exportations a suivi cette orientation. Ainsi s'amorce certainement un courant commercial durable alimenté, d'une part, par les nouvelles industries de matériel agricole, de fabrication de tracteurs, d'outillage industriel ; d'autre part, par les usines de haute spécialisation mécanique, les filatures et les tissages. En outre, comme après la première guerre mondiale, la Tchécoslovaquie doit faire appel aux industries américaines, suisses et anglaises pour le rééquipement de ses usines. Il lui faut disposer de devises qu'elle ne saurait se procurer par des ventes en Europe centrale. Le rétablissement de la puissance productive des industries travaillant pour l'exportation vers l'Ouest, spécialement des industries de haute qualité et de luxe, est indispensable pour équilibrer ces achats. La majeure partie des métaux et matières premières vient encore de l'Ouest. La Tchécoslovaquie ne peut renoncer aux formes traditionnelles de ses fabrications qui pourvoient à ses besoins en devises anglo-américaines.

La renaissance économique comporte donc un effort spécial sur les industries d'exportation qu'il faut pourvoir dans le plus bref délai en personnel qualifié et en matières premières. La réouverture de la foire de Prague en septembre 1946, après six ans de silence, répond à ce besoin¹. La variété et la qualité des objets exposés, machines, outillage de haute spécialisation, cristaux, porcelaine, meubles, dentelles, tissus, etc., ont témoigné de la vitalité de l'industrie tchécoslovaque et de la vigueur avec laquelle elle surmontait la difficulté majeure de la substitution de personnel tchèque au personnel allemand dans les industries d'art. Un puissant courant de commandes s'est manifesté : pour la seule verrerie, 1 800 000 000 couronnes tchèques (4 320 000 000 fr.) de commandes ont été passées au cours du mois de septembre 1946, dont 800 millions pour la seule cristallerie d'art.

Ainsi, les tendances nouvelles s'associent aux traditions industrielles pour renforcer la variété de l'économie industrielle de la Tchécoslovaquie, en même temps que l'industrie est appelée à se disperser sur l'ensemble du territoire.

PIERRE GEORGE.

1. Une seconde session de la foire de Prague a eu lieu en mars 1947.